

Parliament Library
reading room.

L'ECHO de Manitoba

JOURNAL HEBDOMADAIRE

"TOUT DROIT."

VOL. II.

WINNIPEG, MANITOBA, MARS 30, 1899.

No 9

L'ECHO DE MANITOBA

Publié tous les jeudis par la Cie d'imprimerie
"L'Echo de Manitoba."

Adresse—

L'ECHO DE MANITOBA,

BUREAUX—455 RUE MAIN,

Boite 1300.

WINNIPEG, MAN.

A Ottawa

La discussion de l'adresse en réponse au discours du trône a été, cette année, particulièrement longue et a donné lieu à une joute oratoire, à laquelle ont pris part les meilleurs orateurs des Communes.

M. BELL.

C'est M. Bell, le nouveau député de East Prince, qui a présenté cette adresse.

Il s'est révélé comme un homme sérieux parfaitement au courant des chiffres et des faits, et son argumentation, solidement assise sur des preuves indiscutables, est de nature à porter la conviction chez tout homme de bonne foi.

A noter cette remarque, que le commerce du Canada a augmenté dans les trois dernières années, sous le régime libéral, de \$65,000,000, alors que durant les 18 années du régime conservateur, il n'avait augmenté que de \$67,000,000.

C'est-à-dire qu'en trois ans de temps, les libéraux ont fait autant pour le Canada que les conservateurs en 18 ans.

Il est difficile de dénaturer la portée de pareille contestation.

M. MARTINEAU.

M. Martineau a secondé l'adresse et a fait, en français, un fort joli discours qui, de l'avis de tous, le classe comme un des orateurs les plus diâtres de la députation française à Ottawa.

SIR CHARLES TUPPER.

Le chef de l'opposition a prononcé qu'il n'avait rien perdu de son énergie et de sa belle activité d'antan. C'est toujours le "Old Cumberland War Horse," mais un coursier qui piaffe, hennit, rue et se cabre, fait des courbettes et des passages plus qu'il ne fait d'utile besogne.

C'est un merveilleux cheval de cirque, qui connaît à fond tous les trucs du métier, mais le Canada a surtout besoin d'un bon cheval de labour, solide, robuste, toujours ardent dans le collier, c'est la seule monture qui lui convienne.

Pour Sir Charles Tupper, la prospérité du Dominion est due toute entière à la politique d'antan du parti conservateur.

Il accuse le parti libéral d'avoir volé aux conservateurs leur programme, ce qui ne l'empêche pas ensuite de fulminer contre le gouvernement, au sujet de la conférence de Washington.

Pendant cinq heures il a gardé la parole, et il faut reconnaître que telle est sa science de vieux parlementaire que son auditoire même lorsqu'il ne partage point ses idées, écoute toujours avec plaisir ses tirades redondantes d'épithètes et que colore son débit d'une chaleur fictive.

SIR WILFRID LAURIER.

L'Hon. Premier Ministre a répondu, le lendemain, au chef de l'opposition et, avec une aisance sans pareille, a successivement crevé les bulles de savon écloses la veille sous le souffle de Sir Ch. Tupper.

Il a montré sans peine combien la sonore phraséologie du chef de l'opposition était creuse et vide d'idées.

"J'admire grandement les nombreuses qualités de mon honorable ami," a dit Sir Wilfrid Laurier, "mais parmi tant de belles qualités il en est deux que je ne puis lui reconnaître, c'est la logique et le jugement."

Il l'a montré ensuite soufflant le chaud et le froid, accusant le gouvernement de n'avoir point répudié la politique nationale, et lui faisant ensuite un reproche de s'en être servi. "Sir Charles est comme les Bourbons, il n'a rien appris et rien oublié," il vit encore dans les neiges d'antan, c'est en un mot l'homme du passé.

Son passé le possède, c'est la tunique de Nessus et il voudrait ramener le Dominion de 20 ans en arrière.

Pour Sir Charles Tupper, le Canada est son œuvre, c'est lui qui l'a fait; mais il y a pourtant des gens qui croient que Sir John Macdonald, George Brown et George Cartier sont pour quelque chose dans cette œuvre.

Sir W. Laurier passe ensuite en revue tout ce qu'a fait le parti libéral dans ce court délai de trois ans.

Il a réglé la question des écoles en la réglant à la province à qui seule elle appartient.

La dénonciation des traités de commerce, le tarif préférentiel, la réduction postale, les entrepôts frigorifiques, la réduction du prix de transport sur le C. P. R., réduction qui a économisé au peuple près de \$600,000, sont passés en revue.

L'égoïsme prodigieux de Sir Charles Tupper peut seul l'empêcher de reconnaître l'excellence de toutes ces mesures.

Sir Laurier parle ensuite de la conférence de Washington, de la réforme du sénat, de la nécessité de reviser les comtés déformés par l'odieuse gerrymander conservateur.

Il termine en une chaleureuse péroraison.

"Le Canada," dit-il, "a clos une ère de son histoire et en commence une nouvelle, et la politique du gouvernement sera de poursuivre avec soin, prudence et détermination tout ce qui pourra déterminer la prospérité du Dominion en agissant au moment propice."

M. FOSTER.

M. Foster reprend pour son compte les allégations de Sir Ch. Tupper, et toute son argumentation consiste à nier tout ce qui a été fait ou à l'attribuer au gouvernement conservateur.

SIR RICHARD CARTWRIGHT.

Personne ne manie mieux l'ironie que Sir R. Cartwright, c'est un terrible adversaire et il ne s'est pas privé de fouailler les deux orateurs conservateurs de ses sarcasmes. Il avait la partie belle d'ailleurs; il leur a conseillé de se reconcilier dans leur malheur commun.

La défaite de West Huron vaut

celle de New Brunswick, et pour mieux accentuer, l'orateur lit une dépêche concernant l'élection par acclamation de M. Demers comme député de Lévis.

Il donne des preuves indiscutables du peu de logique de Sir Charles Tupper qui, aujourd'hui, voudrait mener le Canada en guerre commerciale contre les États-Unis, alors qu'en 1887 lui-même prônait la nécessité de l'accord entre les deux pays.

L'orateur s'étend ensuite longuement sur la conférence de Washington, sur la nécessité de réformer le sénat.

LA SUITE DU DÉBAT.

Tout avait été dit et excellemment dit par Sir Wilfrid Laurier et Sir Richard Cartwright et du côté de l'opposition, les comparses qui suivirent ne trouvèrent plus rien à glaner dans les décombes de l'édifice si peu solide élevé par Sir Charles Tupper.

Le reste du débat n'a eu que peu d'intérêt.

MM. Clarke Wallace, Geo. Casey, Taylor, Lemieux, Monk, et le lendemain MM. Stinson, Casgrain, Talbot, Craig, Broder et Osler.

Vendredi, M. Davin a remis sur le tapis, sans succès, la question du Yukon.

CAUCUS LIBÉRAL.

Vendredi, les membres libéraux de l'Ouest ont tenu un caucus à la résidence de M. Sifton, retenu chez lui, et ont nommé M. Bostock, whip pour l'Ouest. M. Richardson, dit-on, n'assistait pas au caucus.

Parlement Provincial.

La discussion à l'adresse du trône a continué, et les différents orateurs ne se sont point fait faute, d'ailleurs, de vagabonder dans des questions fort étrangères au contenu de l'adresse elle-même.

Mercredi dernier, l'honorable premier ministre,

M. GREENWAY,

a répondu à M. Roblin. Après avoir raillé les conservateurs qui, depuis deux ans, se préparent activement à des élections prochaines, il les prévient charitablement que les élections provinciales n'auront pas lieu avant la fête du Dominion, en 1900.

Il défend lord Aberdeen des attaques haineuses dont il est l'objet de la part de conservateurs, puis aborde la question de

L'IMMIGRATION.

Il rappelle que l'immigration galicienne, dont se plaint si amèrement M. Roblin, a été inaugurée par un ami de ce même M. Roblin, M. Thomas M. Daly.

Les Islandais, eux aussi, sont édifiés sur l'attitude de la presse conservatrice à leur égard, et pour en finir avec cette question, l'orateur cite les paroles de bienvenue que lord Dufferin adressait jadis aux Mennonites, et exprime le vœu que chacun suive pareille conduite à l'égard des étrangers qui viennent vivre sous le drapeau britannique.

LE SÉNAT

et son attitude au sujet des \$300,000 sont alors l'objet de ses appréciations.

Les \$250,000 que la province est obligée de dépenser pour les écoles, afin de ne point charger outre mesure la population, de taxes, sont hors de proportion avec le budget provincial.

Les écoles, au nombre de 500 en 1890, montent aujourd'hui au chiffre de 1,200.

Le fonds des terres d'école représente \$15,000,000, et les \$300,000 demandées sont simplement l'intérêt à 2 1/2 %.

D'ailleurs, le gouvernement conservateur avait été autorisé à retirer \$30,000 du fonds d'école, alors que ce fonds n'avait aucun argent, et il semble extraordinaire qu'on refuse aujourd'hui un emprunt similaire alors qu'il y a en caisse au-dessus d'un demi-million.

En bonne justice, ces terres devraient être gérées par la province puisqu'elles lui appartiennent.

LE SÉNAT

est une institution d'un autre siècle. Nous vivons dans un siècle pratique et utilitaire, il nous faut nous débarrasser de tout ce qui coûte et n'est pas utile.

Depuis 1867, le sénat a coûté dans les environs de \$4,500,000. A-t-il fait de l'ouvrage pour ce prix-là?

LE TARIF.

C'est à tort que l'on accuse le gouvernement fédéral de n'avoir rien fait à cet égard; il suffirait de citer, à l'égard de la classe agricole, le fil de fer de clôture et la corde à "binder" qui entrent en franchise.

Mais il faut désirer et espérer que le gouvernement ne s'arrêtera pas en aussi bon chemin avant d'avoir ôté tous les droits sur les instruments d'agriculture.

LES SWAMP LANDS.

Ces terres qui sont destinées à améliorer les ressources budgétaires de la province, sont l'objet des soins constants du gouvernement; il y en a pour 7,000,000 d'acres; sur ce nombre, 800,000 seulement sont arpentées et mises en vente aujourd'hui, et notez que, à \$2 de l'acre le revenu de ces terres devrait donner presque autant que le subside annuel du Dominion.

POUR FINIR

Le Premier raille le parti conservateur, dont tout le programme financier consiste à vouloir réduire le nombre des députés, de 40 à 30, et celui des ministres à trois. C'est-à-dire une économie d'environ \$12,000 à \$13,000!

Voilà une réforme de nature à combler le trésor provincial!

Ces prétentions sont d'autant plus amusantes que le même parti conservateur, lorsqu'il était au pouvoir, avait seulement six ministres!

"J'attends le verdict du peuple avec confiance," dit l'orateur, "car le peuple a pu apprécier notre politique qui a doté le pays de 800 milles de voie ferrée; il se souviendra que depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons fait baisser le prix de transport, de Winnipeg à Fort Wil-

ABONNEMENTS.

Canada et États-Unis \$1.00
Europe (compris le port) 2.50

TARIF DES ANNONCES.

1ère insertion, par ligne 10c
Chaque insertion subséquente 5c.

N.B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25c chaque.

"Ham, de 24 c. @ 12 c., et
" nous continuerons nos efforts
" pour arriver à l'abaisser en-
" core jusqu'à 10 c."

Le chef de l'opposition dit que cela ne se peut, mais avec l'aide du peuple de la province nous avons l'assurance d'y arriver.

M. FISHER

a traité principalement la question des \$300,000; il a rappelé les arguments mis en avant par le sénat et ses partisans, et montré combien ils sont faux. Son discours, à cet égard, mérite une étude particulière, et nous y reviendrons.

M. FRASER.

Mercredi, le député de North Brandon a pris la parole; il s'étend sur la politique de chemin de fer du gouvernement, montrant, par l'exemple de la région du Dauphin, combien bienfaisante a été cette politique, et cela est si vrai que le chef de l'opposition lui-même a été obligé d'endosser cette politique, en contradiction avec les déclarations faites par les conservateurs à Oak Lake.

Touchant accord!

Il relève ensuite plusieurs erreurs commises par M. Roblin au sujet du tarif, et termine en faisant l'éloge des Doukhobors et autres nationalités.

M. MACFADDEN

aimerait mieux voir la région de Dauphin, inculte jusqu'au jugement dernier, que de la voir habitée par les Galiciens et les Doukhobors!

Quelle grandeur d'âme et quelle largeur de vue!

M. M. McIntosh défend l'administration Greenway et l'immigration, tandis que M. Sutherland attaque et vilipende cette même administration et cette immigration.

M. JOHNSON.

Jeudi, M. Johnson a prononcé un remarquable discours; il fait l'éloge des Islandais établis au Nord de Winnipeg, réclamé pour eux une ligne qui remplacé celle commencée par le gouvernement conservateur et abandonnée, et dont "les débris restent aujourd'hui pour témoigner de la manière dont les conservateurs entendent la politique des chemins de fer."

Il rappelle comment les Islandais ont été initiés à la politique conservatrice, par des gentlemen qui venaient à eux les poches pleines de cigares et de bouteilles; d'ailleurs, ils ont appris à connaître ces conservateurs, et aux élections, trois voix seulement ont été données à ces conservateurs.

M. Johnson est d'avis que le sénat a besoin de réforme.

M. FOWLER

estime que le Manitoba, pour être un petit paradis, n'a que deux petits obstacles, d'abord un peu de froid, et ensuite la pauvreté du trésor provincial.

Suite, page 6.